

République Algérienne Démocratique et Populaire.

Ministère du commerce

Direction du Commerce de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Service Contentieux.

N° _____ D.C.W./S.D.C.A.J./2016

Bilan du mois de janvier de l'année 2016

Le nombre de requêtes enregistré pour le mois de janvier est de trente (30) dont douze (12) sont parvenues à nos services en mois de janvier 2016 et dix huit (18) requêtes sont restées en instance de l'année 2015.

Ces requêtes sont classées en fonction de leurs origines (voir tableau n°1):

Tableau n°1 : Origine des requêtes :

Nombre de requêtes			Origine de la requête	Traitées			En cours		
janvier	instances	Total		janvier	instances	Total	janvier.	instances	Total
08	12	20	Citoyen	03	03	06	05	09	14
02	03	05	Opérateur	01	01	02	01	02	03
00	00	00	Fonctionnaire	00	00	00	00	00	00
02	03	05	Autres	01	02	03	01	01	02
12	18	30	/	05	06	11	07	12	19

Comme le montre le tableau ci dessus ; les trente requêtes sont réparties selon leur origine comme suit :

-Vingt (20) requêtes établies par les citoyens ;

- Cinq (05) requêtes établies par les opérateurs et

-Cinq (05) requêtes établies par les institutions et autres organismes (voir figure n°1)

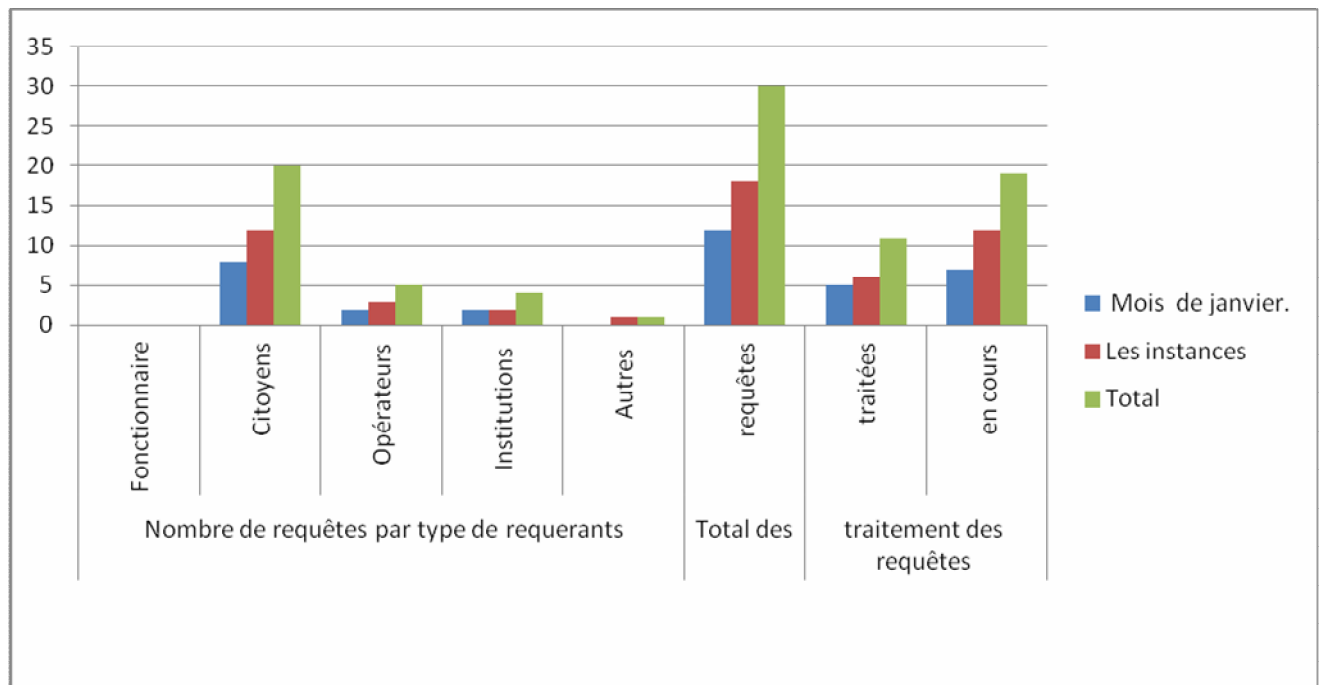


Figure n°1 : Origine des requêtes :

Les mesures prises au cours du mois de janvier 2016 sont résumées dans le tableau n°2:

Tableau n°2 : Les mesures prises

<i>Mesures prises.</i>	<i>Nombre des requêtes du mois de janvier</i>	<i>Instances.</i>	<i>Nombre Total.</i>
<i>Poursuites judiciaires</i>	<i>00</i>	<i>03</i>	<i>03</i>
<i>fermetures</i>	<i>00</i>	<i>02</i>	<i>02</i>
<i>Retrait de plainte</i>	<i>00</i>	<i>00</i>	<i>00</i>
<i>A l'amiable</i>	<i>01</i>	<i>00</i>	<i>01</i>
<i>Non fondée</i>	<i>00</i>	<i>02</i>	<i>02</i>
<i>Non concernée</i>	<i>01</i>	<i>00</i>	<i>01</i>

Il ressort de ce tableau l'état statistique des mesures prises réparties comme suit :

- Trois (03) procès verbaux ont été dressés par les services des pratiques commerciales (une opposition et deux P.V. pour défaut de registre de commerce).
- Deux fermetures administratives ;
- Deux requêtes non fondées ;
- Une requête réglée à l'amiable et
- Une requête non concernée par la direction du commerce.